



Brexit: trois mesures urgentes du point de vue du secteur financier

Le compte à rebours du Brexit est en marche. Les cloches annonceront la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE le 29 mars 2019. Alors, il faudra poser également les relations bilatérales de la Suisse avec le Royaume-Uni sur de nouvelles bases contractuelles. Le temps presse, car les entreprises suisses ainsi que les firmes britanniques ressentent déjà les conséquences du Brexit. C'est le cas notamment du secteur de la finance. En collaboration avec TheCityUK, economiesuisse a évalué, dans une prise de position commune, les principaux domaines dans lesquels des mesures s'imposent rapidement.

De quoi s'agit-il?

Le Brexit crée de grandes incertitudes – que ce soit pour les décisions d'investissement, les relations commerciales transfrontières, les chaînes de valeur internationales ou des questions liées au site économique. Les branches de la finance suisse et britannique, elles aussi, font face à ces défis. Elles contribuent à hauteur de plus de 10% au PIB. Ce faisant, elles apportent une contribution importante à la valeur créée dans les deux pays. La Grande-Bretagne et la Suisse hébergent les trois principales places financières d'Europe: Londres, Zurich et Genève.

Que demandent les milieux économiques?

Dans le contexte du Brexit, il est important de créer les meilleures conditions cadre possibles pour permettre une collaboration fructueuse entre les deux pays. Dans une prise de position commune, [TheCityUK](#), [economiesuisse](#) et leurs organisations et entreprises membres, formulent, les mesures actuellement les plus urgentes du point de vue de la branche de la finance

1. Maintenir le statu quo pour les relations bilatérales

Il faut garantir pour la période consécutive au Brexit en particulier l'accès à la main-d'œuvre spécialisée, la validité des contrats, des licences et des décisions d'équivalence, l'accès réciproque aux marchés ainsi que la reconnaissance et l'application des arrêts judiciaires liés à des litiges.

2. Régime transitoire au moment du Brexit

En attendant la clarification des relations contractuelles à venir, il faut garantir la sécurité juridique moyennant un régime transitoire. Celui-ci doit entrer en vigueur au moment du Brexit pour garantir un remplacement fluide des contrats actuels. Il importe de négocier une telle solution le plus rapidement possible pour que la situation soit claire le plus vite possible. À cet égard, il faut tenir compte d'un éventuel régime transitoire entre le Royaume-Uni et l'UE.

3. Clarifier les relations à venir entre la Suisse et la Grande-Bretagne

Du point de vue des branches de la finance suisse et britannique, les relations bilatérales pourraient être approfondies dans plusieurs domaines. [economiesuisse](#) et [TheCityUK](#) se chargent de consolider les souhaits des milieux économiques.

Le Brexit représente un défi pour de nombreuses entreprises suisses. L'insécurité juridique complique toute planification à long terme. Aussi les milieux politiques doivent-ils trouver rapidement des solutions stables, avant que le compte à rebours arrive à son terme et pas seulement quand le temps sera écoulé.

Veuillez trouver [ici](#) la prise de position de [TheCityUK](#) et d'[economiesuisse](#) (en anglais).